Discours d'introduction d'Eustache Ouayoro,
Directeur des Operations pour les deux Congo
Banque Mondiale
Dimanche 21 octobre 2012
Brazzaville, République du Congo

Excellences Messieurs les Ministres de l'Economie Forestière et du Développement Durable (Henri Djombo) et du Tourisme et de l'Environnement (Josué Ngouoniba), Mesdames et Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs les représentants des organisations internationales, chers collègues.

Je suis particulièrement heureux d'ouvrir au nom de la Banque mondiale, cette 5ème assemblée et 13ème comité des participants du **Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier (FCPF)** auxquels participent 150 personnes venues du monde entier, y compris les 18 contributeurs financiers du FCPF que je remercie au passage pour leur confiance et leur vision.

Cette présence massive témoigne du vif intérêt suscité par l'initiative pour la réduction des émissions de la déforestation et de la dégradation (REDD+), une des avancées significatives des derniers "rounds" des négociations internationales sur le changement climatique, notamment depuis le sommet de Bali[1].

Le nombre des participants est aussi la démonstration d'une excellente coordination et coopération entre les différents programmes d'appui à cette initiative tels que l'ONU-REDD, le FCPF qui nous réunit aujourd'hui et le Programme d'Investissement Forestier (PIF) des Fonds pour la Finance Climat, les deux derniers étant gérés par la Banque mondiale.

La tenue de cette assemblée générale à Brazzaville est emblématique de l'initiative. Les forêts du bassin du Congo représentent environ 300 millions d'hectares, soit le deuxième poumon de la planète après l'Amazonie, et abritent environ 30 millions de personnes. Pour le moment, le taux de déforestation est inférieur à 0,2 pourcent soit un des plus faibles de la ceinture tropicale, mais il pourrait rapidement augmenter en raison du développement économique. Il est donc tout à fait opportun pour les pays du bassin du Congo au moment où le

[1] La déforestation, notamment des forêts tropicales, participe à environ 12-15 pourcent des émissions de gaz à effet de serre mondiales, soit un montant tout à fait significatif. L'ambition louable de l'initiative REDD+ est de rémunérer les pays en voie de développement qui parviendront à diminuer leur taux de déforestation par rapport à une situation de référence. Cela dit, l'initiative contribuera également à la gestion durable des forêts tropicales et à la réduction de la pauvreté des populations dépendantes des forêts.

débat international se focalise sur la notion de croissance verte (c'est à dire une croissance économique qui est aussi "durable") d'utiliser leur forêt comme un des moteurs de cette nouvelle forme de croissance.

La Banque mondiale est particulièrement active dans le bassin du Congo où nous appuyons, en collaboration avec les Nations Unies, trois des cinq pays dans la préparation de leur stratégie. La République du Congo est en tête du peloton des pays africains en terme de forêts aménagées et certifiées et le pays continue d'avancer. Par ailleurs nous appuyons, avec le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) pour coordonner les activités de l'ensemble des pays du bassin du Congo.

Au-delà de notre appui financier, note institution de par sa nature est idéalement placée pour accompagner les pays dans la démarche multisectorielle nécessaire à la réduction de la déforestation (agriculture, énergie, infrastructure).

En tant que directeur des opérations pour les deux Congo, je voudrais rappeler la diversité des interventions dans le cadre du développement économique de nos deux pays. Nous sommes très actifs dans le secteur forestier de la République du Congo avec un programme d'environ 30 millions de dollars et nous apprécions de manière de manière positive la contribution du gouvernement congolais au secteur forestier de ce pays.

Entre autre, je reviens d'un voyage dans le Sud Kivu, à l'Est de la République Démocratique du Congo. Cette province nous demande de relancer l'agriculture dans une région qui autrefois a été le grenier de la RDC. Nous allons donc financer la construction de routes rurales et l'installation de micro centrales hydrauliques qui permettront d'augmenter la production agricole, sa transformation sur place et son évacuation vers la sous-région. Nous veillerons également à ce que la province reboise ses collines abimées par l'afflux de réfugiés consécutif des années de conflits et protège ses forêts restantes contre de nouvelles pressions. Dans ce cas, il sera probablement possible d'avoir une composante REDD+ qui produira des revenus supplémentaires pour les paysans. Le PNUD vient de faire une étude dans ce sens.

Je remercie au nom de la Banque mondiale les autorités de la République du Congo pour l'organisation de cette réunion. Je profite de cette opportunité pour les féliciter des progrès accomplis récemment dans la mise en œuvre des activités de préparation à la REDD+, notamment la mise en place de la coordination nationale et le démarrage du renforcement des capacités de la société civile, y compris les populations autochtones.

Je félicite également la RDC pour être la première à solliciter la subvention additionnelle de 5 millions de dollars à la préparation de la stratégie. J'ai entendu d'ailleurs en venant ici qu'elle prépare la troisième phase, comme le Costa Rica et je suis convaincu que la République du Congo fera partie de ce groupe de pays leader de l'économie verte.

Messieurs les Ministres, chers délégués, je vous remercie de votre aimable attention